



**PRÉFET
DE LA DORDOGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°24-2024-108**

PUBLIÉ LE 20 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

ARS /

24-2024-11-25-00039 - Arrêté portant autorisation d'extension de 3 places de l'Institut Médico-Éducatif (I.M.E) BAYOT-SARRAZI, sis à COULOUNIEIX-CHAMIERES, géré par l'UGECAM Aquitaine, sise à BRUGES (3 pages)	Page 4
--	--------

ARS / Pôle santé publique et environnementale

24-2024-12-16-00005 - Lanmary-2024 12 16-CS ArrModif (3 pages)	Page 8
--	--------

ARS NOUVELLE-AQUITAINE /

24-2024-12-20-00002 - Arrêté portant agrément Centre Dentaire Bergerac ayant pour numéro FINESS ET 24 001 833 3 pour ses activités dentaires. (2 pages)	Page 12
---	---------

DDFP /

24-2024-12-16-00008 - Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024 portant délégations spéciales de signature pour les missions rattachées (2 pages)	Page 15
--	---------

24-2024-12-16-00001 - Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024 relatif au régime d'ouverture au public des services déconcentrés de la Direction départementale des finances publiques de la Dordogne (2 pages)	Page 18
---	---------

24-2024-12-16-00007 - Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024. Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II du code général des impôts (2 pages)	Page 21
---	---------

24-2024-12-16-00002 - Arrêté DDFiP/PRS du 16 décembre 2024 portant délégation de signature accordée par la Comptable, responsable du Pôle de Recouvrement Spécialisé de la Dordogne à ses collaborateurs (2 pages)	Page 24
--	---------

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations /

24-2024-12-03-00003 - Arrêté de Monsieur Jean-Guillaume BRETENOUX, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Nouvelle Aquitaine (DREETS) portant subdélégation de signature en matière de métrologie (2 pages)	Page 27
--	---------

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations / Solidarités Logement Insertion (SLI)

24-2024-12-18-00001 - Arrêté du 18 décembre 2024 portant composition du conseil de famille (2 pages)	Page 30
--	---------

Préfecture de la Dordogne / CABINET

24-2024-12-11-00003 - Arrêté portant désignation des journaux habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025. (4 pages)	Page 33
---	---------

24-2024-12-16-00003 - SECURITE PUBLIQUE-Arrêté préfectoral portant interdiction de vente, cession et utilisation d'artifices de divertissement et d'engins pyrotechniques-Dordogne-16122024 (3 pages)

Page 38

Préfecture de la Dordogne / DCL

24-2024-12-20-00001 - AP annulant et remplaçant l'arrêté n°

24-2024-12-19-00001, portant modification des statuts et extension du périmètre du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac (8 pages)

Page 42

24-2024-12-19-00001 - AP portant modification des statuts et extension du périmètre du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac (8 pages)

Page 51

24-2024-12-16-00006 - Arrêté fixant la liste des candidats, par collège, aux élections des membres de la chambre d'agriculture de la Dordogne - Scrutin du 31 janvier 2025 (7 pages)

Page 60

24-2024-12-19-00003 - Arrêté supprimant les communes déléguées de la commune nouvelle de La Jemaye-Ponteyraud (2 pages)

Page 68

ARS

24-2024-11-25-00039

Arrêté portant autorisation d'extension de 3 places de
l'Institut Médico-Éducatif (I.M.E) BAYOT-SARRAZI,
sis à COULOUNIEIX-CHAMIERES, géré par
l'UGECAM Aquitaine, sise à BRUGES

ARRETE du 25 NOV. 2024

portant autorisation d'extension de 3 places de l'Institut Médico-Educatif (I.M.E) BAYOT-SARRAZI, sis à COULOUNIEIX-CHAMIER, géré par l'UGECAM Aquitaine, sise à BRUGES

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
Nouvelle-Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-1 et L.313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de M. Benoît ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant adoption du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2028 ;

VU le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine;

VU la décision du 30 octobre 2024 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

VU l'arrêté du 11 mars 2019 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine actant le renouvellement d'autorisation de l'Institut Médico-Educatif (I.M.E) BAYOT-SARRAZI, sis à COULOUNIEIX-CHAMIER et géré par l'Union pour la Gestion des Établissements de Caisse d'Assurance Maladie (UGECAM) d'Aquitaine, sise à BRUGES en Gironde, à compter du 03 janvier 2017 ;

VU l'arrêté du 13 décembre 2021 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant modification de l'autorisation de l'Institut Médico-Educatif (I.M.E) BAYOT-SARRAZI, sis à COULOUNIEIX-CHAMIER, géré par l'Union pour la Gestion des Établissements des Caisses de l'Assurance Maladie (UGECAM) Aquitaine, sise à BRUGES, portant la capacité de l'I.M.E à 48 places à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

VU l'arrêté du 15 novembre 2023 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant autorisation de création d'une unité d'enseignement de 7 places en école maternelle pour enfants avec autisme ou autres troubles envahissants du développement à l'Institut Médico- Educatif (I.M.E) BAYOT-SARRAZI, sis à COULOUNIEIX-CHAMIER, géré par l'Union pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie d'Aquitaine (UGECAM), sise à BRUGES, portant la capacité de l'I.M.E BAYOT-SARRAZI à 55 places ;

VU le projet de « 3 chambres en colocation pour les jeunes majeurs IME/DITEP sur le site du complexe à COULOUNIEIX-CHAMIER » transmis à la délégation départementale de Dordogne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

VU le procès-verbal de visite de conformité pour la création de 3 places d'hébergement à destination des jeunes majeurs de l'IME et du DITEP au sein de l'ancienne maison de Direction en date du 29 août 2024 ;

VU le dossier de demande, déposé le 05 novembre 2024 par UGECAM d'Aquitaine, représenté par sa Directrice, Maryline LAMBERT, et sollicitant une extension non importante de 3 places de l'internat de l'IME ;

VU le dossier justificatif déclaré complet le 05 novembre 2024 ;

VU le dossier justificatif déclaré complet le 05 novembre 2024 ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine ;

CONSIDERANT qu'il répond aux besoins repérés par le schéma régional de santé sur le secteur des personnes handicapées ;

CONSIDERANT qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que l'extension est réalisée à moyens constants ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'autorisation prévue à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'Institut Médico-Educatif (I.M.E) BAYOT-SARRAZI, en vue de l'extension de 3 places d'internat afin de préparer les jeunes majeurs de l'IME et du DITEP à la vie en autonomie.

La capacité totale de l'I.M.E est ainsi portée à 58 places.

ARTICLE 2 : Cet établissement est enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) :

Entité juridique : Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie d'Aquitaine (UGECAM)		Entité établissement : IME BAYOT-SARRAZI	
N° FINESS : 330056540		N° FINESS : 240000364	
N° SIREN : 423494335		code catégorie : 183 - Institut Médico-Educatif (IME)	
Adresse : RUE DE LA TOUR DE GASSIES CS 10003 33523 BRUGES CEDEX		Adresse : 291 Route de SARRAZI 24 660 COULOUNIEIX-CHAMIER	
Code statut juridique : 40 - Régime Général de Sécurité Sociale		Capacité : 58	

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	58
840	Accompagnement précoce de jeunes enfants	21	Accueil de Jour	437	Troubles du spectre de l'autisme	7
844	Tous projets éducatifs thérapeutiques et pédagogiques	21	Accueil de Jour	117	Déficiência intellectuelle	13
844	Tous projets éducatifs thérapeutiques et pédagogiques	21	Accueil de Jour	200	Difficultés psychologiques avec troubles du comportement	13
844	Tous projets éducatifs thérapeutiques et pédagogiques	11	Hébergement Complet Internat	117	Déficiência intellectuelle	10

844	Tous projets éducatifs thérapeutiques et pédagogiques	15	Placement Famille d'Accueil	117	Déficiência intellectuelle	1
844	Tous projets éducatifs thérapeutiques et pédagogiques	15	Placement Famille d'Accueil	200	Difficultés psychologiques avec troubles du comportement	1
841	Acc. dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation	11	Hébergement Complet Internat	010	Tous Types de Déficiences	3

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 03 janvier 2017.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

ARTICLE 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

ARTICLE 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

ARTICLE 6 : L'autorisation sera réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de 3 mois suivant la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

A Bordeaux, le

25 NOV. 2024

Pour le Directeur général de l'ARS,
par délégation

La Directrice adjointe
de la protection de la santé et de l'autonomie


Dr Dominique BOURGOIS

ARS

24-2024-12-16-00005

Lanmary-2024 12 16-CS ArrModif

Le directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1431-1, L.1431-2, L. 1432-2, L.6143-5 et R.6143-1 à 16 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, notamment l'article 125 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine en date du 24 septembre 2020 fixant le renouvellement global des membres du conseil de surveillance du centre hospitalier Lanmary d'Antonne-et-Trigonant;

Vu l'arrêté du 16 septembre 2024 portant modification de la composition du conseil de surveillance du centre hospitalier Lanmary d'Antonne-et-Trigonant ;

Vu la décision en date du 30 octobre 2024 portant délégation permanente de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la démission de Madame Christelle DRUILLOLE de son poste de présidente du conseil de surveillance du centre hospitalier Lanmary et l'élection de Monsieur Stéphane DOBBELS à la même fonction lors de la séance du 11 octobre 2024 du conseil de surveillance du centre hospitalier Lanmary d'Antonne-et-Trigonant ;

Arrête

Article 1^{er} : l'arrêté du 2 septembre 2024 susvisé est annulé.

Article 2 : Le conseil de surveillance du centre hospitalier Lanmary, sis 24420 ANTONNE-ET-TRIGONANT, établissement public de santé de ressort départemental est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1°) Au titre des représentants des collectivités territoriales :

Monsieur Daniel LE MAO, Maire de la commune d'Antonne-et-Trigonant, siège de l'établissement ;

Madame Marie-Pierre KERGOAT et Monsieur Thierry CIPIERRE, représentants de la communauté d'agglomération Le Grand Périgueux, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Monsieur Stéphane DOBBELS, représentant le Président du Conseil Départemental de la Dordogne ;

2°) Au titre des représentants du personnel :

Madame SIMONNEAU Nathalie, représentant la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

Madame le docteur Sigolène CABIE et Monsieur le docteur Farid BENKACI, représentants de la commission médicale d'établissement ;

Madame Cécile DUMONTEIL et Madame Sandrine GAY, représentantes désignées par les organisations syndicales ;

3°) Au titre des personnalités qualifiées :

Personnalité qualifiée désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine :

Madame Lucienne LAUMONT ;

M ... (siège à pourvoir)

Personnalités qualifiées désignées par le représentant de l'Etat dans le département :

Monsieur Jean-Claude PINAULT ;

Madame Geneviève DUPUY, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Dordogne (UDAF), association agréée au titre de l'article L. 1114-1 du code de la santé publique ;

Madame Marie-Christine GENET, représentant l'association France Alzheimer Dordogne, association agréée au titre de l'article L. 1114-1 du code de la santé publique ;

M ... (siège à pourvoir), représentant les usagers ;

II – Participant, avec voix consultative, aux séances du conseil de surveillance :

- le sénateur désigné par la commission permanente chargée des affaires sociales du Sénat : en cours de désignation ;
- la députée de la 1^{ère} circonscription de Dordogne : Madame Nadine LECHON ;
- le président de la commission médicale d'établissement, vice-président du directoire ;
- la directrice générale du centre hospitalier de Périgueux, établissement support de la direction commune entre les CH de Périgueux, Lanmary, Sarlat, Domme et Nontron ;
- le directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine ou son représentant ;
- la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Dordogne ou son représentant, désigné en application du premier alinéa de l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale ;
- le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein des établissements publics de santé, lorsqu'elle existe ;

M ... (siège à pourvoir), représentant les familles des personnes accueillies.

Article 3 : La durée du mandat des membres du conseil de surveillance est fixée à 5 ans, sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Dordogne, de faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux devant le directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine ;
- soit d'un recours hiérarchique devant le ministre de la santé et de la prévention ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Périgueux, le **16 DEC 2024**

Le Directeur de la Délégation
Départementale ARS de Dordogne,



Didier COUTEAUD

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

24-2024-12-20-00002

Arrêté portant agrément Centre Dentaire Bergerac
ayant pour numéro FINESS ET 24 001 833 3 pour
ses activités dentaires.

Arrêté n°

du **20 DEC. 2024**

portant agrément du Centre Dentaire de
Bergerac ayant pour numéro FINESS ET 24
001 833 3 pour ses activités dentaires

Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L.6323-1 et suivants et D.6323-1 à D.6323-12 ;

VU le décret du 7 octobre 2020 publié au JORF n°0245 du 8 octobre 2020 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine – M. Benoît ELLEBOODE ;

VU l'arrêté du 27 février 2018 relatif aux centres de santé ;

VU la décision du Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature en date du 30 octobre 2024 publiée au recueil des actes administratifs le 4 novembre 2024 (n°R75-2024-215) ;

VU l'instruction N°DGOS/PF3/2023/124 du 28 juillet 2023 relative à l'application de la loi n°2023-378 du 19 mai 2023 visant à améliorer l'encadrement des centres de santé ;

ARRETE

Article 1 :

Le centre de santé dont la raison sociale est Centre Dentaire de Bergerac
situé à l'adresse suivante 14 rue du Dr Marcel Breton – 24100 BERGERAC
dont le numéro FINESS ET est 24 001 833 3
et dont la raison sociale de l'organisme gestionnaire est Association Dentaire de Bergerac
situé à l'adresse suivante 14 rue du Dr Marcel Breton – 24100 BERGERAC,

EST AGRÉÉ pour ses activités dentaires.

Cet agrément vaut autorisation de dispenser des soins aux assurés sociaux dans le centre ou l'antenne concerné.

Article 2 : Le présent agrément est définitif.

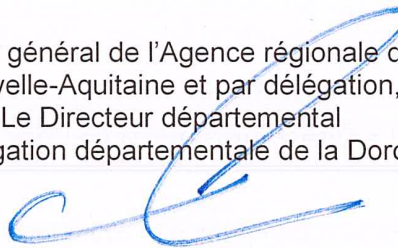
Article 3 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication à l'égard des tiers, de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant le Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine ;
- d'un recours hiérarchique devant le Ministre de la Santé et de la Prévention ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne et notifié au gestionnaire du Centre Dentaire de Bergerac.

Le **20 DEC. 2024** à Périgueux,

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé
Nouvelle-Aquitaine et par délégation,
Le Directeur départemental
de la Délégation départementale de la Dordogne,



Didier COUTEAUD

DDFP

24-2024-12-16-00008

Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024 portant
délégations spéciales de signature pour les missions
rattachées

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA DORDOGNE**

15 rue du 26^{ème} Régiment d'Infanterie
CS 61000
24053 PERIGUEUX CEDEX

**Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024 portant
délégations spéciales de signature pour les missions rattachées**

L'administrateur de l'Etat,
Directeur départemental des finances publiques de la Dordogne,

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le Décret n° 2021-1550 du 1er décembre 2021 portant statut particulier du corps des administrateurs de l'État ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2011 portant création de la direction départementale des finances publiques de la Dordogne ;

Vu le décret du 4 novembre 2020 portant nomination de M. Didier BIANCHINI, administrateur général des finances publiques en qualité de Directeur départemental des finances publiques de la Dordogne ;

Vu la décision du Directeur général des finances publiques en date du 9 novembre 2020 fixant au 16 novembre 2020 la date d'installation de M. Didier BIANCHINI dans les fonctions de Directeur départemental des finances publiques de la Dordogne ;

Arrête

Article 1 : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la mission départementale risques et audit (M.D.R.A.) :

Mme Nathalie CAUMON, administratrice de l'Etat, responsable de la mission MDRA,

Mme Cristel BOUDY, inspectrice principale,

reçoivent en outre délégation de signer les rapports d'audit et la signature de procès-verbaux de remise de service en cas de changement de comptables non centralisateurs, d'agents comptables et de régisseur.

Mme Natacha LEBRUN ACHAINTE, inspectrice,

La délégation conférée à l'inspectrice s'exerce en cas d'empêchement ou d'absence de Mme Nathalie CAUMON et de Mme Cristel BOUDY

2. Pour la mission politique immobilière de l'Etat :

Mme Béatrice LACROIX, inspectrice divisionnaire.

3. Pour le référent relation usager, référent France Services et chargé de communication :

M. Pierre-Marie BESSE, inspecteur divisionnaire.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 24-2024-08-29-00006 du 29 août 2024.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le 16 décembre 2024

L'Administrateur de l'Etat,
Directeur départemental des finances publiques de la Dordogne,



Didier BIANCHINI

DDFP

24-2024-12-16-00001

Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024 relatif au régime
d'ouverture au public des services déconcentrés de
la Direction départementale des finances publiques
de la Dordogne

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA DORDOGNE**

15 rue du 26^{ème} Régiment d'Infanterie
CS 61000
24053 PERIGUEUX CEDEX

**Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024 relatif au régime d'ouverture au public
des services déconcentrés de la Direction départementale des finances publiques de la Dordogne**

L'Administrateur de l'Etat,
Directeur départemental des finances publiques de la Dordogne,

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;
Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;
Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
Vu l'arrêté préfectoral n°24-2024-11-25-00016 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature en matière de régime d'ouverture au public des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de la Dordogne ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Les services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de la Dordogne sont ouverts les jours et horaires suivants :

Centre des finances publiques :

Centre des finances publiques de Bergerac :

Service des Impôts des Particuliers et Service de Gestion Comptable :

sans rendez-vous : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00

uniquement sur rendez-vous : lundi, mardi et jeudi de 13h30 à 15h30

Service des Impôts des Entreprises : uniquement sur rendez-vous

Centre des finances publiques de Nontron :

Service des Impôts des Particuliers :

sans rendez-vous : lundi et mardi de 8h40 à 12h00

uniquement sur rendez-vous : jeudi de 8h40 à 12h00 ; lundi, mardi et jeudi de 13h30 à 15h30

Service de Gestion Comptable :

sans rendez-vous : lundi, mardi et jeudi de 8h40 à 12h00

uniquement sur rendez-vous : lundi, mardi et jeudi de 13h30 à 15h30

Centre des finances publiques de Périgueux - Bâtiment A - Cité administrative :

Service des Impôts des Particuliers, Trésorerie amendes et médico-sociale, et Service de Gestion Comptable :

sans rendez-vous : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00

uniquement sur rendez-vous : lundi, mardi et jeudi de 13h30 à 15h30

Service des Impôts des Entreprises, Service Départemental des Impôts Fonciers, Service de Publicité Foncière et d'Enregistrement, Paierie départementale et autres services : uniquement sur rendez-vous

Centre des finances publiques de Ribérac :

Service de Gestion Comptable :

sans rendez-vous : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h00 à 12h00

uniquement sur rendez-vous : lundi et jeudi de 13h30 à 15h30

Centre des finances publiques de Sarlat :

Service des Impôts des Particuliers et Service de Gestion Comptable :

sans rendez-vous : lundi, mardi et jeudi de 8h40 à 12h00

uniquement sur rendez-vous : lundi, mardi et jeudi de 13h30 à 15h30

Trésorerie Hospitalière :

Trésorerie de Périgueux Établissements Hospitaliers :

du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30

Article 2 :

Les documents destinés au service de publicité foncière reçus les jours ou demi-journées où ce service n'est pas ouvert physiquement au public sont traités dans les mêmes conditions que les jours d'ouverture au public.

Article 3 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté DDFiP n° 24-2024-11-25-00035 du 25 novembre 2024 et prendra effet le 1^{er} janvier 2025.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1^{er}.

Fait à Périgueux, le 16 décembre 2024

Par délégation de la Préfète,

L'Administrateur de l'Etat,

Directeur départemental des finances publiques de la Dordogne



Didier BIANCHINI

DDFP

24-2024-12-16-00007

Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024. Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II du code général des impôts

**Direction départementale
des finances publiques de la Dordogne**

Arrêté DDFiP du 16 décembre 2024

**Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux
et de gracieux prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II du code général des impôts**

Article 1^{er}

Prénom NOM	Responsables des services
Services des Impôts des Entreprises	
Dominique GONTHIER	Bergerac
Christine MEYNADIER	Périgueux
Services des Impôts des Particuliers	
Karine BENEDETTO	Bergerac
Christel MORANT	Nontron
Patricia BITTARD	Périgueux
Patrick ORTIZ	Sarlat
Service de Publicité Foncière et d'Enregistrement	
Pascal AILLAUD	Périgueux
Brigades	
Fabrice ARCHAMBAULT DE VENÇAY	Brigade Départementale de Vérification
Damien PAMART	Brigade de Contrôle et de Recherches
Pôles	
Philippe BELLART	Pôle de Contrôle et d'Expertise
Pascale POMIER	Pôle de Recouvrement Spécialisé
Stephan JOSSE	Pôle de Contrôle des Revenus et du Patrimoine
Service Départemental des Impôts Foncier	
Amaury FOURNEL	Périgueux

Article 2

Le présent arrêté abroge l'arrêté DDFiP n° 24-2024-11-04-00005 du 4 novembre 2024.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le 16 décembre 2024

L'Administrateur de l'Etat,
Directeur départemental des finances publiques de la Dordogne,



Didier BIANCHINI

DDFP

24-2024-12-16-00002

Arrêté DDFiP/PRS du 16 décembre 2024 portant
délégation de signature accordée par la Comptable,
responsable du Pôle de Recouvrement Spécialisé de
la Dordogne à ses collaborateurs



**Arrêté DDFIP/PRS du 16 décembre 2024 portant délégation de signature
accordée par la Comptable, responsable du Pôle de Recouvrement Spécialisé
de la Dordogne à ses collaborateurs**

La Comptable, responsable du Pôle de Recouvrement Spécialisé de la Dordogne,

Vu le code général des impôts, et notamment son article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à **Sandrine OLLIER** et **Aurélie ANDRAULT**, inspectrices adjointes à la comptable du responsable du Pôle de Recouvrement Spécialisé (PRS) de la Dordogne, à l'effet de signer tous les documents afférents au traitement des procédures collectives (sauvegardes, redressements judiciaires, liquidations judiciaires, et autres définies dans la circulaire n° 2014/07/6331 du 15/07/2014 de la Direction Générale des Finances Publiques) des personnes morales et physiques, et tous actes d'administration et de gestion du service, ainsi que tous les avis de mises en recouvrement et mises en demeure de payer afférents aux dossiers en gestion au PRS, toutes décisions gracieuses dans les limites fixées à l'article 5, tout échelonnement et délai de paiement dans les limites non cumulables de : 18 mois consécutifs ou 100 000€ en total des créances, tous documents de demande d'inscription ou de radiation hypothécaire.

Article 2

Délégation de signature est donnée à **Fabienne BOISSIERE**, contrôlease et **Arnaud GENAND-DESGOLETS**, contrôleur, à l'identique de celle donnée à Sandrine OLLIER et Aurélie ANDRAULT, en l'absence simultanée de Mme Sandrine OLLIER, de Mme Aurélie ANDRAULT et de la comptable du PRS de la Dordogne, à l'exception des documents de demande d'inscription ou de radiation hypothécaire pour lesquels cette restriction ne s'applique pas. En présence de l'un ou de l'autre, il convient de se référer au tableau de l'article 5.

Article 3

Délégation de signature est donnée à **Arnaud GENAND-DESGOLETS**, **Fabienne BOISSIERE**, **Marie-Laurence BAILLON**, **Dominique LAROCHE** et **Anthony GUIBERT** contrôleurs, à l'effet de signer les avis de mises en recouvrement et mises en demeure de payer afférents aux dossiers en gestion au PRS, sans limite de montant.

Article 4

Délégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après à l'effet de signer, dans les limites précisées dans le tableau ci-dessous :

- 1) les décisions gracieuses relatives aux pénalités, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet **uniquement dans le cadre des dossiers en procédure collective**

Prénom et nom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé (1)	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé (1)
Dominique LAROCHE	Contrôleuse	2 000 €	6 mois	20 000 €
Marie-Laurence BAILLON	Contrôleuse	2 000 €	6 mois	20 000 €

Article 5

Délégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après à l'effet de signer, dans les limites précisées dans le tableau ci-dessous :

- 1) les décisions gracieuses relatives aux pénalités, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet,
- 2) les décisions relatives aux demandes de délai et d'échelonnement de paiement,
- 3) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites,
- 4) les avis de mise en recouvrement et de les rendre exécutoires, et les mises en demeure de payer ;

Prénom et nom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé (1)	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé (1)
Sandrine OLLIER	Inspectrice	10 000 €	18 mois	100 000 €
Aurélie ANDRAULT	Inspectrice	10 000 €	18 mois	100 000 €
Arnaud GENAND-DESGOLETS	Contrôleur	5 000 €	12 mois	50 000 €
Fabienne BOISSIERE	Contrôleuse	5 000 €	12 mois	50 000 €
Anthony GUIBERT	Contrôleur	5 000 €	12 mois	50 000 €

(1) limites non cumulables

Article 6

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 24-2024-09-16-00002 du 16 septembre 2024 et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

A Périgueux, le 16 décembre 2024

La Comptable,
Responsable du Pôle de Recouvrement Spécialisé de la Dordogne



Pascale POMIER

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations

24-2024-12-03-00003

Arrêté de Monsieur Jean-Guillaume BRETENOUX,
directeur régional de l'économie, de l'emploi, du
travail et des solidarités de la région Nouvelle
Aquitaine (DREETS) portant subdélégation de
signature en matière de métrologie



**Arrêté n° DREETS-2024-018 de Monsieur Jean-Guillaume BRETENOUX, directeur régional
de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
de la région Nouvelle-Aquitaine (DREETS)
portant subdélégation de signature en matière de métrologie**

VU la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée, relative aux lois de finances,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 73-788 du 4 août 1973 portant application des prescriptions de la Communauté économique européenne relatives aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique ;

VU le décret 2001-387 du 3 mai 2001 relatifs au contrôle des instruments de mesures ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion des services de l'État ;

VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Marie AUBERT, préfète de la Dordogne ;

VU l'arrêté du 8 novembre 1973 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n° 73-788 du 4 août 1973 portant application des prescriptions de la Communauté économique européenne relatives aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret 2001-387 du 3 mai 2001 relatifs au contrôle des instruments de mesures ;

VU l'arrêté du 1^{er} septembre 2022 nommant Monsieur Jean-Guillaume BRETENOUX, en qualité de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Nouvelle-Aquitaine à compter du 1^{er} octobre 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 de Madame Marie AUBERT, préfète de la Dordogne, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Guillaume BRETENOUX, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Nouvelle-Aquitaine.

ARRETE

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée aux agents mentionnés ci-dessous à l'effet de signer les décisions, actes administratifs et correspondances relevant, dans les domaines de la métrologie, de la compétence du préfet à l'exception des instructions ou circulaires adressées aux collectivités territoriales :

Monsieur Anthòny MONTAGNE, ingénieur en chef du génie sanitaire, directeur régional délégué;

Monsieur Bruno DURAND, directeur départemental de 2ème classe CCRF, chef de la mission enquêtes régionales ;

Monsieur Nicolas FOREST, directeur départemental de 2ème classe CCRF, chef de la mission pilotage, animation et appui opérationnel ;

Madame Hélène SANTI, ingénieure de l'industrie et des mines, responsable de l'unité métrologie légale de Limoges ;

Monsieur Bertrand BOUQUILLON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable de l'unité métrologie légale de Saint-Benoît.

Article 2 : Le directeur régional délégué et le responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Bordeaux, le **03 DEC. 2024**

Pour la préfète et par délégation
le directeur régional de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités

Jean-Guillaume BRETENOUX

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations

24-2024-12-18-00001

Arrêté du 18 décembre 2024 portant composition du
conseil de famille

**Arrêté n°
portant composition du conseil de famille**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.224-1, L.224-2 et R. 224-3, R 224-4 ;

Vu la loi n°2022-219 du 21 février 2022 visant à réformer l'adoption ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 nommant Mme Marie AUBERT préfète de la Dordogne ;

Vu l'arrêté ministériel du Premier ministre du 1^{er} juillet 2024 nommant M. Eric PRIGENT-DECHERF directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne à compter du 1^{er} août 2024 ;

Vu la délibération n° 21 236 du 20 juillet 2021 du conseil départemental de la Dordogne ;

SUR proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations.

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sont nommés membres du conseil de famille des pupilles de l'État du département de la Dordogne :

Au titre des représentants du conseil départemental désignés par l'assemblée départementale de la Dordogne :

- Titulaire : Monsieur RANOUX Jacques en qualité de conseiller départemental
- Titulaire : Madame VOLPATO Mireille en qualité de conseillère départementale
- Suppléante : Madame DUCROCQ Corinne en qualité de conseillère départementale
- Suppléante : Madame CAPPELLE Carline en qualité de conseillère départementale

Au titre des représentants d'associations familiales concourant à la représentation de la diversité des familles (dont un membre d'associations de familles adoptives) :

- Titulaire : Monsieur PRINA Michel en qualité de représentant de l'union départementale des associations familiales de la Dordogne
- Titulaire : Madame IMBERT Catherine en qualité de représentante d'enfance et famille d'adoption
- Suppléante : Madame IMBERT Clara en qualité de représentante d'enfance et famille d'adoption
- Suppléant : Monsieur RAGOT Dominique en qualité de représentant de l'union départementale des associations familiales de la Dordogne

.../...

Au titre des représentants de l'association des pupilles et anciens pupilles de l'Etat ou de personnes admises ou ayant été admises à l'aide sociale à l'enfance :

- Titulaire : Madame COUDERT Laurence en qualité de représentante de l'ADEPAPE
- Suppléante : Madame DECAEN Aurelie en qualité de représentante de l'ADEPAPE

Au titre des représentants d'associations d'assistants familiaux :

- Titulaire : Madame LASCAUD Stéphanie en qualité de représentante de l'association « juste pour nous »
- Suppléant : Monsieur MARTIN Franck en qualité de représentant de l'association « juste pour nous »

Au titre des représentants des personnes qualifiées :

En matière d'éthique et de lutte contre les discriminations :

- Titulaire : Monsieur WALLET Olivier en qualité de directeur d'établissement public autonome communal
- Suppléant : vacant

En matière médicale, psychologique ou sociale :

- Titulaire : Madame BOURGEOIS Martine en qualité de psychologue
- Suppléante : Madame DEFFARGE Isabelle en qualité d'éducatrice spécialisée

La durée du mandat des membres est de six ans.

Nul ne peut exercer plus de trois mandats, dont plus de deux en tant que titulaire.

Article 2

Les membres du conseil de famille des pupilles de l'Etat sont tenus au secret professionnel en application des dispositions des articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 3

L'arrêté préfectoral n° 24-2022-04-15-00004 du 15 avril 2022 portant renouvellement des membres du conseil de famille des pupilles de l'Etat du département de la Dordogne est abrogé.

Article 4

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Bordeaux y compris par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental de l'emploi du travail et des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Dordogne et notifié aux membres du conseil de famille.

Périgueux, le 18 décembre 2024

La préfète

Pour la préfète

Nicolas DUFAUD

Préfecture de la Dordogne

24-2024-12-11-00003

Arrêté portant désignation des journaux habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

**Arrêté N°
portant désignation des journaux habilités
à recevoir les annonces judiciaires et légales,
les appels de candidatures des S.A.F.E.R
pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025**

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 55.4 du 4 janvier 1955 relative aux annonces judiciaires et légales, modifiée par la loi n° 78.9 du 4 janvier 1978, modifiée par la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives, modifiée en dernier lieu par l'article 3 de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ;

VU la loi n°86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse ;

VU le décret n° 2009-1340 du 29 octobre 2009 pris pour application de l'article 1^{er} de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse;

VU le décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012 relatif à l'insertion des annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce dans une base de données numérique centrale;

VU le décret n° 2019-1216 du 21 novembre 2019 relatif aux annonces judiciaires et légales;

VU l'arrêté du 21 décembre 2012 modifié relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1 : Sont habilités à recevoir, pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025, dans le département de la Dordogne au choix des parties, les annonces judiciaires et légales dont l'insertion est exigée dans les journaux autres que le Journal Officiel et ses annexes, pour la validité et la publicité des procédures ou des contrats, les journaux selon la liste qui s'établit comme suit :

a/ Publication de presse

SUD-OUEST (édition de la Dordogne) – quotidien -
23 Quai de Queyries
CS 20001
33094 BORDEAUX Cedex

LA DORDOGNE LIBRE - quotidien –
4 allée d'Aquitaine
BP 40076
24003 PERIGUEUX Cedex

REUSSIR LE PERIGORD - hebdomadaire
7 rue du Jardin public
BP 70165
24007 PERIGUEUX Cedex

LE COURRIER FRANÇAIS (édition de la Dordogne)
Rue du Docteur Jean Vincent
BP 20238
33028 BORDEAUX Cedex

LE DEMOCRATE INDEPENDANT - hebdomadaire –
17 place des Petites Boucheries
24100 BERGERAC

L'ESSOR SARLADAIS – hebdomadaire –
29 avenue Thiers
BP 57
24202 SARLAT Cedex

b/ Service de presse en ligne

sudouest.fr
23 Quai de Queyries
33100 BORDEAUX

reussirleperigord.fr
7 rue du Jardin public
BP 70165

24007 PERIGUEUX Cedex

actu.fr

13 rue du Breil
ZI Rennes Sud-Est
35051 RENNES Cedex 9

20Minutes.fr

24-26 Rue du Cotentin
CS 23110
75732 PARIS Cedex 15

vie-economique.com

108 rue Fondaudège
33000 BORDEAUX

dordognelibre.fr

4 allée d'Aquitaine
BP 40076
24003 PERIGUEUX Cedex

courrier-francais.com

Rue du Docteur Jean Vincent
BP 20238
33028 BORDEAUX Cedex

Article 2 : Ces journaux inséreront dans chaque numéro, gratuitement, un avis faisant connaître cette habilitation.

Article 3 : Sont habilités à recevoir, pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 dans le département de la Dordogne, les appels de candidatures des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) les journaux professionnels suivants :

REUSSIR LE PERIGORD - hebdomadaire

7 rue du Jardin public
BP 70165
24007 PERIGUEUX Cedex

SUD-OUEST (édition de la Dordogne) – quotidien -

23 Quai de Queyries
CS 20001
33094 BORDEAUX Cedex

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne, Mmes et M. les Sous-préfets, les maires du département et toutes autorités de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié

au Recueil des Actes Administratifs et notifié aux directeurs des publications figurant à l'article 1^{er}.

Fait à Périgueux, le 19 / 12 / 24

La Préfète de la Dordogne,


Marie AUBERT

La Préfète de la Dordogne

Conformément aux dispositions de l'article R.421 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Préfecture de la Dordogne

24-2024-12-16-00003

SECURITE PUBLIQUE-Arrêté préfectoral portant
interdiction de vente, cession et utilisation d'artifices
de divertissement et d'engins
pyrotechniques-Dordogne-16122024

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°
PORTANT INTERDICTION DE VENTE, CESSIION ET UTILISATION D'ARTIFICES DE DIVERTISSEMENT
ET D'ENGINS PYROTECHNIQUES**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

Vu la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 222-14-1 et 222-15-1 ;

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants, R.2352-1, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2542-2 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants et L. 3136-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

Vu le décret du Président de la République du 06 novembre 2024 nommant Mme Marie AUBERT, préfète du département de la Dordogne ;

Vu le décret du Président de la République du 17 novembre 2023 nommant M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 accordant délégation de signature à M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

Considérant que les forces de sécurité intérieure sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan Vigipirate maintenu au niveau « Urgence attentat » et pour assurer la sécurité des festivités de fin d'année ;

Considérant la pratique dans le département de la Dordogne de l'usage à vocation festive des artifices de divertissement à l'occasion des festivités et célébrations nationales ;

Considérant que l'utilisation de ces artifices a pour conséquence potentielle de générer des attroupements significatifs de personnes et de phénomènes de bandes ;

Considérant qu'en raison des circonstances locales particulières nécessitant l'utilisation d'artifices de divertissement dont il résulte un risque élevé de troubles graves à l'ordre public, et que, dans ces circonstances la limitation temporaire de l'achat, de la vente au détail, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement afin de prévenir leur usage détourné apparaît le moyen le plus adapté, nécessaire et proportionné ;

Considérant en outre que les artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4 ainsi que les articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2, de par leur utilisation détournée, contribuent aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

Considérant que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontré par les établissements hospitaliers concernés est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

Considérant également que l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et mouvements de panique ; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant ainsi d'accroître le nombre de victimes ;

Sur proposition de Monsieur le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la préfète de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1er : L'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement de catégories F2, F3 et F4 et d'articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2 sont interdits du 21 décembre 2024 à 08h00 jusqu'au 2 janvier 2025 à 20h00 sur la voie publique ou en direction de l'espace public, dans les lieux de grands rassemblements de personnes ainsi qu'à leurs abords immédiats sur l'ensemble du département de la Dordogne.

Article 2 : Par dérogation aux dispositions de l'article 1er sont autorisés l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4, ainsi que des articles pyrotechniques des catégories P1 et P2, aux personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique tel que défini par l'article 2 du décret n°2021-580 du 31 mai 2010.

De même, pour les seuls artifices de divertissement des catégories F2 et F3, ainsi que pour les articles pyrotechniques des catégories P1 et P2 l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation sont autorisées aux seules personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré et autorisé par le maire de la commune.

Article 3 : Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissements et des articles pyrotechniques à des fins professionnelles, titulaires du certificat de qualification prévu aux articles 28 et 29 de l'arrêté du 31 mai 2010 suscité peuvent, à ces fins exclusivement, déroger aux dispositions prévues à l'article 2.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues aux articles susvisés du code pénal.

Article 5 : Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa publication soit :

- par recours gracieux adressé à Madame la préfète de la Dordogne – Préfecture de la Dordogne – 2, rue Paul-Louis Courier – CS 39000 – 24024 PERIGUEUX CEDEX
- par recours hiérarchique adressé auprès du Ministre de l'Intérieur et des Outre-mer – Direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes – Service central des armes et explosifs – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08 ;
- par recours contentieux adressé au tribunal administratif de Bordeaux – 09 rue Tastet – 33000 Bordeaux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet www.telerecourts.fr.

Article 6 : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne, les sous-préfets de Périgueux, Nontron, Sarlat et Bergerac, le directeur interdépartemental de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le

16/12/2024

Préfecture de la Dordogne

24-2024-12-20-00001

AP annulant et remplaçant l'arrêté n°
24-2024-12-19-00001, portant modification des
statuts et extension du périmètre du syndicat
intercommunal de collecte et de traitement des eaux
usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux,
Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac



Arrêté n°
annulant et remplaçant l'arrêté n° 24-2024-12-19-00001,
portant modification des statuts et extension du périmètre du syndicat intercommunal de
collecte et de traitement des eaux usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux,
Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5211-5, L.5211-18, L.5211-20, L.5212-1 et suivants ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Marie AUBERT en qualité de préfète de la Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°960477 du 2 avril 1996 autorisant la création du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées (SICTEU) entre les communes de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux et Saint-Médard-de-Mussidan ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°081572 du 8 août 2008, n°082636 du 30 décembre 2008 et n°24-3023-12-08-00002 portant modification des statuts et extension du syndicat ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 24-2024-11-25-00001 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à monsieur Nicolas DUFAUD, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, sous-préfet d'arrondissement de Périgueux ;

Vu les délibérations n°2024-51 du 17 octobre 2024, n°134 du 4 novembre 2024, n°2424/55 du 5 novembre 2024, n°2024-0711-1 du 7 novembre 2024, des 12 et 13 novembre 2024, respectivement des conseils municipaux des communes de Saint-Georges-de-Montclard, Saint-Michel-de-Double, Saint-Laurent-des-Hommes, Saint-Louis-en-l'Isle, Issac, Villamblard, sollicitant leur adhésion au SICTEU de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac, à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu les délibérations n°24/24, 25/24 et 26/24 du 25 novembre 2024 du comité syndical du SICTEU de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac, par lesquelles il accepte l'adhésion des communes de Saint-Georges-de-Montclard, Saint-Michel-de-Double, Saint-Laurent-des-Hommes, Saint-Louis-en-l'Isle, Issac et Villamblard, ainsi que la modification de ses statuts et notamment de sa dénomination, la requalification de son périmètre et de son mode de fonctionnement, à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux se prononçant favorablement sur la modification du périmètre d'intervention et de la rédaction des statuts du SICTEU de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac ;

Considérant que les conditions de majorité requises par l'article L.5211-5 du CGCT sont remplies ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n° 24-2024-12-19-00001 portant modification des statuts et extension du périmètre du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac contient une erreur matérielle, en raison de l'oubli de la commune de Saint-Michel-de-Double ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

- A R R Ê T E -

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° 24-2024-12-19-00001 portant modification des statuts et extension du périmètre du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac, est annulé.

Article 2 : Le syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac prend la dénomination de « **Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Eaux Usées Crempse et Isle en Mussidanais** ».

Article 3 : L'extension du périmètre du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées (SICTEU) Crempse et Isle en Mussidanais aux communes de Saint-Georges-de-Montclard, Saint-Michel-de-Double, Saint-Laurent-des-Hommes, Saint-Louis-en-l'Isle, Issac et Villambard, est autorisée au 1^{er} janvier 2025.

Article 4 : La modification de la rédaction des statuts du SICTEU Crempse et Isle en Mussidanais, pour ce qui concerne son périmètre, son siège, sa durée, sa compétence, son comité, son administration, ses ressources, son comptable, les modalités de retrait et autres dispositions, ainsi que ses renvois aux dispositions du CGCT, est validée.

Article 5 : Les statuts modifiés sont validés et joints au présent arrêté.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des finances publiques de la Dordogne, le président du SICTEU Crempse et Isle en Mussidanais, les maires des communes adhérentes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État en Dordogne.

Périgueux, le

20 DEC. 2024

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Mme la préfète de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;

- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, Place Beauvau - 75800 PARIS ;

- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet - CS 21490 - 33063 BORDEAUX CEDEX

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES
EAUX USEES CREMPSE ET ISLE EN MUSSIDANAIS**

- STATUTS – 01/01/2025

Les présents statuts, dont la modification a été acceptée par une délibération du Comité syndical en date du 25 novembre 2024 remplacent et annulent les précédents statuts en vigueur.

Article 1 - Périmètre

En application des articles L.5212-1 à 5212-25 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) des et de l'arrêté préfectoral n°960477 du 02 avril 1996 autorisant la création du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées (SICTEU) entre les communes de Mussidan, Saint Front de Pradoux et Saint Médard de Mussidan, modifié par les arrêtés préfectoraux n°081572 du 08 août 2008, n°082636 du 30 décembre 2008 et n°24-2023-12-08-0002 du 08 décembre 2023, il a été créé un syndicat intercommunal dénommé : Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Eaux Usées Crempse et Isle en Mussidanais (SICTEU Crempse et Isle en Mussidanais), ci-après désigné « le syndicat »

Le syndicat est formé des communes suivantes : Mussidan, Saint Front de Pradoux, Saint Médard de Mussidan, Sourzac, Saint Louis en l'Isle, Saint Michel de Double, Saint Laurent des Hommes, Saint Georges de Montclard, Villamblard et Issac

Article 2 – Siège du Syndicat

Le siège du Syndicat est fixé à la Mairie de MUSSIDAN – 80, rue de la Libération– 24400 MUSSIDAN

Article 3 - Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée. Le transfert de compétences aura lieu à la date de l'arrêté préfectoral sauf pour le pouvoir délégant qui incombera au Syndicat dès sa constitution.

Il peut être dissous dans les conditions prévues aux articles L.5212-33 et L.5212-34 du CGCT.

Article 4 - Compétence

Le Syndicat exerce en lieu et place des collectivités adhérentes les compétences transférées, conformément aux articles L 1321-1 et L 5211-17 du CGCT. Ce transfert s'accompagne de plein droit de la mise à disposition du syndicat des biens meubles et immeubles à la date du transfert. Il en est de même des droits et obligations des services transférés.

Lors d'un transfert complet de compétences, les biens (mobiliers et immobiliers bâtis et non-bâtis) nécessaires à l'exercice des compétences transférées pourront faire l'objet d'un transfert en pleine propriété au syndicat.

- Collecte et transport des eaux usées,
- Epuration des eaux usées,
- Elimination des boues.
- Contrôle des raccordements au réseau public de collecte (la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques – article L.2224-8 du CGCT)).
- Il peut faire traiter des eaux usées par une collectivité voisine ou accepter des eaux usées provenant de collectivités voisines,
- Dans la limite de l'objet du syndicat défini au présent article et du principe de spécialité, le syndicat peut assurer des prestations de services pour le compte des communes membres ou non membres. Les modalités d'intervention du syndicat seront alors fixées par voie de convention conclue dans le respect des dispositions en vigueur, notamment celles du Code de la commande publique.
- Il assurera la création, l'entretien, le renouvellement et la gestion des installations.

Il élaborera une programmation pluriannuelle des travaux sur l'ensemble du territoire

Article 5 - Comité

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de membres élus par les conseils municipaux des communes adhérentes en application de l'article L.5212-721 du CGCT la répartition des sièges entre les communes membres sera fonction du nombre d'usager

moins de 200 usagers suppléants	2 délégués titulaires et 2 délégués
de 200 à 500 usagers suppléants	3 délégués titulaires et 2 délégués
de 500 à 750 usagers suppléants	4 délégués titulaires et 2 délégués
de 750 à 1000 usagers suppléants	5 délégués titulaires et 2 délégués
au-delà de 1000 usagers suppléants	6 délégués titulaires et 2 délégués

Le nombre d'usagers à prendre en compte est le nombre d'abonnements payés sur la commune lors de l'exercice précédant la constitution ou le renouvellement du Comité Syndical.

Le comité syndical est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes.

Concernant la périodicité des réunions : Le Comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre et toutes les fois que le Président juge utile de la réunir, en son siège ou en tout lieu choisi par lui. Les réunions se tiennent après convocation des délégués par le Président. Ces convocations sont adressées aux domiciles de ces derniers ou à toute autre adresse électronique ou postale fournie par eux. Le Président est tenu de convoquer le Comité Syndical dans un délai de 30 jours à la demande du préfet ou sur demande d'au moins un tiers des délégués en exercice.

Sur le quorum : La présence effective de la majorité absolue c'est-à-dire de plus

de la moitié des délégués en exercice (titulaires ou suppléants) est nécessaire pour la validité des décisions. Quand, après convocation régulière, le quorum n'est pas atteint, les décisions prises après une nouvelle convocation sont valables quel que soit le nombre des délégués présents.

Sur les délibérations : les conditions de validité des délibérations du Comité syndical et les conditions de l'ordre et de la tenue des séances sont celles fixées par le code général des collectivités territoriales pour les Conseils municipaux.

Article 6 – Administration du Syndicat

Le bureau du syndicat est composé d'un Président, de trois Vice-Présidents et d'un Secrétaire.

En vertu de l'article L.2122-7 du code général des collectivités territoriales le président et les vice-présidents sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue au deux premiers tours, l'élection est acquise à la majorité relative au troisième tour. De même, en application de l'article L.2122-10, le président et les vice-présidents sont élus pour la même durée que le conseil municipal. Quand il y a lieu pour quelque cause que ce soit, lors d'une nouvelle élection du président, il est procédé à une nouvelle élection des vice-présidents.

Le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical sous réserve des dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui du Comité.

Article 7 - Ressources du budget

Les ressources du budget du Syndicat comprennent :

- le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat ;
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- les subventions de l'Etat, de la région, du département de l'agence de l'eau des communes etc...
- les produits des dons et legs ;
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- le produit des emprunts.

Article 8 – Comptable

Le trésorier de Ribérac assurera les fonctions de receveur du syndicat.

Article 9 – Modalité de retrait

Une commune peut se retirer d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), avec le consentement de l'organe délibérant de l'établissement (articles L. 5211-19 et L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT)).

À défaut d'accord entre l'organe délibérant de l'EPCI et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette, cette répartition est fixée par arrêté du représentant de l'État (article L. 5211-25-1-2° du CGCT). Cet arrêté est pris dans un délai de six mois suivant la saisine du représentant de l'État par

l'organe délibérant de l'EPCI ou de l'une des communes concernées.

Article 10 - Autres dispositions

Toute disposition non prévue par les présents statuts sera réglée conformément aux instructions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives au fonctionnement des Syndicats intercommunaux et des Conseils Municipaux. Les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils municipaux décidant de la création du syndicat.

Fait à Mussidan, le 28 novembre 2024.

Le Président,

C. EHRISMANN,

Préfecture de la Dordogne

24-2024-12-19-00001

AP portant modification des statuts et extension du
périmètre du syndicat intercommunal de collecte et
de traitement des eaux usées de Mussidan,
Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan
et Sourzac



Arrêté n°

portant modification des statuts et extension du périmètre du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5211-5, L.5211-18, L.5211-20, L.5212-1 et suivants ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Marie AUBERT en qualité de préfète de la Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°960477 du 2 avril 1996 autorisant la création du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées (SICTEU) entre les communes de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux et Saint-Médard-de-Mussidan ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°081572 du 8 août 2008, n°082636 du 30 décembre 2008 et n°24-3023-12-08-00002 portant modification des statuts et extension du syndicat ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 24-2024-11-25-00001 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à monsieur Nicolas DUFAUD, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, sous-préfet d'arrondissement de Périgueux ;

Vu les délibérations n°2024-51 du 17 octobre 2024, n°134 du 4 novembre 2024, n°2424/55 du 5 novembre 2024, n°2024-0711-1 du 7 novembre 2024, des 12 et 13 novembre 2024, respectivement des conseils municipaux des communes de Saint-Georges-de-Montclard, Saint-Laurent-des-Hommes, Saint-Louis-en-l'Isle, Issac, Villamblard, sollicitant leur adhésion au SICTEU de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac, à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu les délibérations n°24/24, 25/24 et 26/24 du 25 novembre 2023 du comité syndical du SICTEU de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac, par lesquelles il accepte l'adhésion des communes de Saint-Georges-de-Montclard, Saint-Laurent-des-Hommes, Saint-Louis-en-l'Isle, Issac et Villamblard, ainsi que la modification de ses statuts et notamment de sa dénomination, la requalification de son périmètre et de son mode de fonctionnement, à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux se prononçant favorablement sur la modification du périmètre d'intervention et de la rédaction des statuts du SICTEU de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac ;

Considérant que les conditions de majorité requises par l'article L.5211-5 du CGCT sont remplies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

- A R R Ê T E -

Article 1^{er} : Le syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées de Mussidan, Saint-Front-de-Pradoux, Saint-Médard-de-Mussidan et Sourzac prend la dénomination de « **Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Eaux Usées Crempse et Isle en Mussidanais** ».

Article 2 : L'extension du périmètre du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées (SICTEU) Crempse et Isle en Mussidanais aux communes de Saint-Georges-de-Montclard, Saint-Laurent-des-Hommes, Saint-Louis-en-l'Isle, Issac et Villamblard, est autorisée au 1^{er} janvier 2025.

Article 3 : La modification de la rédaction des statuts du SICTEU Crempse et Isle en Mussidanais, pour ce qui concerne son périmètre, son siège, sa durée, sa compétence, son comité, son administration, ses ressources, son comptable, les modalités de retrait et autres dispositions, ainsi que ses renvois aux dispositions du CGCT, est validée.

Article 4 : Les statuts modifiés sont validés et joints au présent arrêté.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des finances publiques de la Dordogne, le président du SICTEU Crempse et Isle en Mussidanais, les maires des communes adhérentes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État en Dordogne.

Périgueux, le 19 DEC. 2024

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Mme la préfète de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES
EAUX USEES CREMPSE ET ISLE EN MUSSIDANAIS**

- STATUTS – 01/01/2025

Les présents statuts, dont la modification a été acceptée par une délibération du Comité syndical en date du 25 novembre 2024 remplacent et annulent les précédents statuts en vigueur.

Article 1 - Périmètre

En application des articles L.5212-1 à 5212-25 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) des et de l'arrêté préfectoral n°960477 du 02 avril 1996 autorisant la création du syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées (SICTEU) entre les communes de Mussidan, Saint Front de Pradoux et Saint Médard de Mussidan, modifié par les arrêtés préfectoraux n°081572 du 08 août 2008, n°082636 du 30 décembre 2008 et n°24-2023-12-08-0002 du 08 décembre 2023, il a été créé un syndicat intercommunal dénommé : Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Eaux Usées Crempse et Isle en Mussidanais (SICTEU Crempse et Isle en Mussidanais), ci-après désigné « le syndicat »

Le syndicat est formé des communes suivantes : Mussidan, Saint Front de Pradoux, Saint Médard de Mussidan, Sourzac, Saint Louis en l'Isle, Saint Michel de Double, Saint Laurent des Hommes, Saint Georges de Montclard, Villamblard et Issac

Article 2 – Siège du Syndicat

Le siège du Syndicat est fixé à la Mairie de MUSSIDAN – 80, rue de la Libération– 24400 MUSSIDAN

Article 3 - Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée. Le transfert de compétences aura lieu à la date de l'arrêté préfectoral sauf pour le pouvoir délégant qui incombera au Syndicat dès sa constitution.

Il peut être dissous dans les conditions prévues aux articles L.5212-33 et L.5212-34 du CGCT.

Article 4 - Compétence

Le Syndicat exerce en lieu et place des collectivités adhérentes les compétences transférées, conformément aux articles L 1321-1 et L 5211-17 du CGCT. Ce transfert s'accompagne de plein droit de la mise à disposition du syndicat des biens meubles et immeubles à la date du transfert. Il en est de même des droits et obligations des services transférés.

Lors d'un transfert complet de compétences, les biens (mobiliers et immobiliers bâtis et non-bâtis) nécessaires à l'exercice des compétences transférées pourront faire l'objet d'un transfert en pleine propriété au syndicat.

- Collecte et transport des eaux usées,
- Epuration des eaux usées,
- Elimination des boues.
- Contrôle des raccordements au réseau public de collecte (la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques – article L.2224-8 du CGCT)).
- Il peut faire traiter des eaux usées par une collectivité voisine ou accepter des eaux usées provenant de collectivités voisines,
- Dans la limite de l'objet du syndicat défini au présent article et du principe de spécialité, le syndicat peut assurer des prestations de services pour le compte des communes membres ou non membres. Les modalités d'intervention du syndicat seront alors fixées par voie de convention conclue dans le respect des dispositions en vigueur, notamment celles du Code de la commande publique.
- Il assurera la création, l'entretien, le renouvellement et la gestion des installations.

Il élaborera une programmation pluriannuelle des travaux sur l'ensemble du territoire

Article 5 - Comité

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de membres élus par les conseils municipaux des communes adhérentes en application de l'article L.5212-721 du CGCT la répartition des sièges entre les communes membres sera fonction du nombre d'usager

moins de 200 usagers suppléants	2 délégués titulaires et 2 délégués
de 200 à 500 usagers suppléants	3 délégués titulaires et 2 délégués
de 500 à 750 usagers suppléants	4 délégués titulaires et 2 délégués
de 750 à 1000 usagers suppléants	5 délégués titulaires et 2 délégués
au-delà de 1000 usagers suppléants	6 délégués titulaires et 2 délégués

Le nombre d'usagers à prendre en compte est le nombre d'abonnements payés sur la commune lors de l'exercice précédant la constitution ou le renouvellement du Comité Syndical.

Le comité syndical est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes.

Concernant la périodicité des réunions : Le Comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre et toutes les fois que le Président juge utile de la réunir, en son siège ou en tout lieu choisi par lui. Les réunions se tiennent après convocation des délégués par le Président. Ces convocations sont adressées aux domiciles de ces derniers ou à toute autre adresse électronique ou postale fournie par eux. Le Président est tenu de convoquer le Comité Syndical dans un délai de 30 jours à la demande du préfet ou sur demande d'au moins un tiers des délégués en exercice.

Sur le quorum : La présence effective de la majorité absolue c'est-à-dire de plus

de la moitié des délégués en exercice (titulaires ou suppléants) est nécessaire pour la validité des décisions. Quand, après convocation régulière, le quorum n'est pas atteint, les décisions prises après une nouvelle convocation sont valables quel que soit le nombre des délégués présents.

Sur les délibérations : les conditions de validité des délibérations du Comité syndical et les conditions de l'ordre et de la tenue des séances sont celles fixées par le code général des collectivités territoriales pour les Conseils municipaux.

Article 6 – Administration du Syndicat

Le bureau du syndicat est composé d'un Président, de trois Vice-Présidents et d'un Secrétaire.

En vertu de l'article L.2122-7 du code général des collectivités territoriales le président et les vice-présidents sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue au deux premiers tours, l'élection est acquise à la majorité relative au troisième tour. De même, en application de l'article L.2122-10, le président et les vice-présidents sont élus pour la même durée que le conseil municipal. Quand il y a lieu pour quelque cause que ce soit, lors d'une nouvelle élection du président, il est procédé à une nouvelle élection des vice-présidents.

Le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical sous réserve des dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui du Comité.

Article 7 - Ressources du budget

Les ressources du budget du Syndicat comprennent :

- le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat ;
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- les subventions de l'Etat, de la région, du département de l'agence de l'eau des communes etc...
- les produits des dons et legs ;
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- le produit des emprunts.

Article 8 – Comptable

Le trésorier de Ribérac assurera les fonctions de receveur du syndicat.

Article 9 – Modalité de retrait

Une commune peut se retirer d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), avec le consentement de l'organe délibérant de l'établissement (articles L. 5211-19 et L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT)).

À défaut d'accord entre l'organe délibérant de l'EPCI et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette, cette répartition est fixée par arrêté du représentant de l'État (article L. 5211-25-1-2° du CGCT). Cet arrêté est pris dans un délai de six mois suivant la saisine du représentant de l'État par

l'organe délibérant de l'EPCI ou de l'une des communes concernées.

Article 10 - Autres dispositions

Toute disposition non prévue par les présents statuts sera réglée conformément aux instructions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives au fonctionnement des Syndicats intercommunaux et des Conseils Municipaux. Les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils municipaux décidant de la création du syndicat.

Fait à Mussidan, le 28 novembre 2024.

Le Président,

C. EHRISMANN.

Préfecture de la Dordogne

24-2024-12-16-00006

Arrêté fixant la liste des candidats, par collège, aux
élections des membres de la chambre d'agriculture
de la Dordogne - Scrutin du 31 janvier 2025

Arrêté n° **24-2024-12-16-00006**
fixant la liste des candidats, par collège, aux élections des membres
de la chambre d'agriculture de la Dordogne – Scrutin du 31 janvier 2025

La Préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment l'article R.511-35 ;
Vu le décret du 6 novembre 2024 nommant Madame Marie AUBERT, préfète de la Dordogne ;
Vu l'arrêté du 12 avril 2024 pris en application de l'article R.511-44 du Code rural et de la pêche maritime et convoquant les électeurs pour l'élection des membres des chambres d'agriculture ;
Vu les listes de candidats déposées à la préfecture le 16 décembre 2024 à 12 heures au plus tard, date et heure limites de dépôt des candidatures ;
Vu le tirage au sort effectué à la préfecture le 16 décembre 2024 à 15 heures, permettant de déterminer l'ordre de présentation des listes de candidats ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1 : L'état définitif et l'ordre des listes de candidats, par collège, se présentant à l'élection des membres de la chambre d'agriculture de la Dordogne sont arrêtés conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 : L'ordre de présentation des listes de candidatures sur les terminaux de vote électronique sera établi conformément à l'ordre retenu dans la présente annexe et résultant du tirage au sort.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne et le président de la commission d'organisation des opérations électorales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Périgueux le
La Préfète


Marie AUBERT

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX cedex. Un recours gracieux peut être déposé préalablement auprès du préfet de la Dordogne ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, place Beauvau – 75800 PARIS cedex 08. Cette demande prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite

(Annexe) ELECTIONS DES MEMBRES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA DORDOGNE
- SCRUTIN CLOS LE 31 JANVIER 2025 -

Collège 1 : Chefs d'exploitation et assimilés

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom	Candidat chambre régionale
FDSEA – JA Dordogne « Cultivons ensemble, l'avenir du Périgord »	1	M.	GRANGER	Jean-Philippe	X
	2	M.	TESTUT	Guillaume	
	3	Mme	RIVAL	Laurence	
	4	M.	FRANCES	Yannick	X
	5	M.	COURTEIX	Clément	
	6	Mme	GRIFFATON	Marie	X
	7	M.	LAGARDE	Nicolas	
	8	M.	FAYAT	Tom	
	9	Mme	TEXIER	Edwige	
	10	M.	CHANQUOI	Pierre-Henri	X
	11	M.	GALINAT	Arthur	X
	12	Mme	PRUNET	Delphine	
	13	M.	REYNIER	Sébastien	
	14	M.	CHADOURNE	Eric	
	15	Mme	DUPUY	Carine	
	16	M.	LANDAT	Sébastien	
	17	M.	MORILLERE	Jean-Paul	
	18	Mme	JAVERZAC	Célia	
	19	Mme	SERRE	Laëtitia	
	20	M.	NAUZIN	Frédéric	
Coordination Rurale de Dordogne – Mouvement Paysan	1	M.	DUMAURE	Rémi	X
	2	Mme	LAMBERT	Céline	X
	3	M.	LALET	Baptiste	
	4	M.	BOUDOUX D'HAUTEFEUILLE	Cyprien	X
	5	Mme	JORET	Cindy	
	6	M.	EBOTO	Yoann	
	7	M.	MAHU	Remy	
	8	Mme	LOUBET	Sabrina	
	9	M.	FAUCHÉ	Julien	
	10	M.	BOTTER	Eric	
	11	Mme	VARAILLON	Delphine	
	12	M.	CONDEMEINE	Cyril	
	13	M.	BONAL	Julien	
	14	Mme	PRAUD	Colette	
	15	M.	ROQUE	Frédéric	
	16	M.	TABANOU	Jean-Marie	
	17	Mme	TONELLO	Cristelle	
	18	M.	MADIEU	Benjamin	
	19	M.	CARRARO	Patrick	
	20	M.	HERAUD	Sébastien	
Confédération paysanne de Dordogne	1	M.	SOULARD	François	
	2	Mme	DE MASCAREL DE LA CORBIERE	Alice	X
	3	M.	ROUDIER	Jean-François	
	4	Mme	DAMERON BRANCHU	Elisabeth	
	5	M.	LASSAIGNE	Etienne	
	6	Mme	BOST	Mathilde	X
	7	Mme	ABEILLÉ	Amalia	
	8	Mme	DOS SANTOS	Valérie	
	9	M.	LECONTE	Dominique	
	10	Mme	CHARMOY RAFFOUX	Stéphanie	
	11	Mme	SEGONDAT GARDELLE	Christine	
	12	M.	NAULIN	Matthieu	
	13	M.	DELMAS	Roland	X
	14	Mme	LAM	Mai	
	15	M.	MARGOUTI	Didier	
	16	M.	GALINDO	Anthony	
	17	Mme	BOURGY	Myriam	
	18	M.	KAROULD	Florent	
	19	M.	RONGIERAS	Hugo	
	20	M.	RENVOISÉ	Matthieu	

(Annexe) ELECTIONS DES MEMBRES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA DORDOGNE
- SCRUTIN CLOS LE 31 JANVIER 2025 -

Collège 2 : Propriétaires et usufruitiers (propriétaires bailleurs)

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
Syndicat départemental de la propriété privée rurale de la Dordogne	1	M.	TRUFFAUX	Nicolas
	2	Mme	AUBISSE MICHAUD	Roselyne
	3	M.	TESTUD	Denis
FDSEA – JA Dordogne « Ensemble, nous sommes la terre du Périgord »	1	M.	TEILLAC	Gérard
	2	Mme	LAFON	Marie-France
	3	M.	PEYREFICHE	Serge

(Annexe) ELECTIONS DES MEMBRES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA DORDOGNE
- SCRUTIN CLOS LE 31 JANVIER 2025 -

Collège 3a : Salariés de la production agricole

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
UNSA	1	M.	DUMAS	Yann
	2	Mme	MOREL	Magdalena
	3	M.	VERNET	Franck
	4	Mme	MERCIER	Gwenaëlle
	5	M.	GOYAT	Christophe
FORCE OUVRIERE	1	Mme	GENDRE	Angélique
	2	M.	BELLEAUD	Romain
	3	Mme	DOMINGUES	Maria
	4	M.	ROUSSILLON	Aldric
	5	Mme	FERREIRA PINTO	Daniela
CFE – CGC	1	M.	LORET	Frédéric
	2	Mme	LE LAY	Catherine
	3	Mme	FATH	Stéphanie
	4	M.	MAHIEU	François
	5	Mme	SADIRAC	Lise
CFTC – AGRI	1	M.	GAIGNON	Nicolas
	2	M.	CECCHETTO	Arnaud
	3	Mme	LACAUD MITOU	Josiane
	4	M.	DELPRAT	Antoine
	5	M.	BAEZA	Valentin
CFDT AGRI-AGRO	1	M.	BANIZETTE	Jean-Marc
	2	Mme	VERMEIREN	Marie-Jeanne
	3	M.	LASTERIE	Alain
	4	M.	SEICHEPINE	Yannick
	5	Mme	PIERRE	Raymonde
CGT	1	M.	LAPLAGNE	Thierry
	2	Mme	DA LUZ	Marie
	3	M.	LABONTE	Bruno
	4	M.	AGULHON	Adrien
	5	M.	CHARGÉ	Joël

(Annexe) ELECTIONS DES MEMBRES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA DORDOGNE
- SCRUTIN CLOS LE 31 JANVIER 2025 -

Collège 3b : Salariés des groupements professionnels agricoles

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
CFDT AGRI-AGRO	1	M.	CHABANEIX	Jean-Marc
	2	Mme	YON	Ségolaine
	3	Mme	TIBULE	Sophia
	4	Mme	LAMAUD	Guylaine
	5	M.	DUMAS	Patrick
CGT	1	M.	VERNHES	Gilles
	2	M.	BOUY	Daniel
	3	Mme	JEANNAILLAC	Valérie
	4	M.	MARCILLAC	Jacky
	5	M.	LAURENT	Stéphane
FORCE OUVRIERE	1	M.	BARNAGAUD	Hervé
	2	Mme	MAURIAL	Christine
	3	M.	DOBBELS	Stéphane
	4	Mme	RODRIGUES	Christine
	5	M.	PINET	Jean-Luc

(Annexe) ELECTIONS DES MEMBRES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA DORDOGNE
- SCRUTIN CLOS LE 31 JANVIER 2025 -

Collège 4 : Anciens exploitants et assimilés

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
Association Départementale des Retraités Agricoles de la Dordogne - ADRAD 24	1	Mme	VEYSSY	Liliane
	2	Mme	CADALEN	Annie
	3	M.	TRENEULE	Roger

(Annexe) ELECTIONS DES MEMBRES DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA DORDOGNE
- SCRUTIN CLOS LE 31 JANVIER 2025 -

Collège 5a : Coopératives de la production agricole

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
FD CUMA de Dordogne	1	M.	CLAUDEL	Florent
	2	M.	GALINAT	Paul

Collège 5b : Autres coopératives et sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA)

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
La Coopération Agricole Nouvelle-Aquitaine « Coopérer en Dordogne »	1	M.	JOFFRE	Fabien
	2	Mme	LABORIE	Sylvie
	3	M.	FRETILLERE	Eric
	4	M.	PORTIL	Marc
	5	Mme	CHEVALIER	Magalie

Collège 5c : Caisses de crédit agricole

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord	1	M.	LAJONIE	Joël
	2	Mme	BORELLA	Christine
	3	M.	FAYOL	Benoît

Collège 5d : Caisses d'assurance mutuelles agricoles
et caisses de mutualité sociale agricole

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
Groupements Professionnels Agricoles	1	M.	SALLES	Richard
	2	Mme	GONDONNEAU	Sylvie
	3	M.	FRUTTERO	Jean-François

Collège 5e : Organisations syndicales à vocation générale
d'exploitants agricoles ou de jeunes agriculteurs

Liste présentée par	N° d'ordre	Civilité	Nom	Prénom
FDSEA – JA Dordogne « Cultivons ensemble, l'avenir du Périgord »	1	M.	FRERET	Joël
	2	M.	TARRADE	Simon
	3	Mme	VEDOVOTTO	Martine

Préfecture de la Dordogne

24-2024-12-19-00003

Arrêté supprimant les communes déléguées de la
commune nouvelle de La Jemaye-Ponteyraud

Arrêté n°
supprimant les communes déléguées de la commune nouvelle de La Jemaye-Ponteyraud

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.2113-10, L.2113-11 et L.2144-2 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

Vu la loi n° 2016-1500 du 8 novembre 2016 tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle ;

Vu la loi n° 2019-809 du 1^{er} août 2019 visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Marie AUBERT en qualité de préfète de la Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DDI/2016/0282 du 1^{er} décembre 2016 portant création de la commune nouvelle de La Jemaye-Ponteyraud, issue de la fusion de la commune de La Jemaye et de la commune de Ponteyraud ;

Vu la délibération n° 2024-16 du conseil municipal de la commune de La Jemaye-Ponteyraud approuvant la suppression de la commune déléguée de La Jemaye et de la commune déléguée de Ponteyraud, à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Considérant que par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2016 portant création de la commune nouvelle de La Jemaye-Ponteyraud, il a été décidé l'institution au 1^{er} janvier 2017, de deux communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales des communes fondatrices de La Jemaye et de Ponteyraud ;

Considérant que la création de communes déléguées au sein d'une commune nouvelle entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles l'institution d'un maire délégué et la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée ;

Considérant que le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider la suppression des communes déléguées, dans un délai qu'il détermine et que ce projet de suppression est subordonné à l'accord des maires délégués ;

Considérant la décision du conseil municipal de la commune nouvelle de La Jemaye-Ponteyraud de supprimer les communes déléguées de La Jemaye et de Ponteyraud, au 1^{er} janvier 2025 ;

Considérant l'avis favorable du maire de la commune déléguée de La Jemaye et l'avis favorable du maire de la commune déléguée de Ponteyraud ;

Considérant en conséquence qu'il convient de supprimer la commune déléguée de La Jemaye et la commune déléguée de Ponteyraud ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : La commune déléguée de La Jemaye et la commune déléguée de Ponteyraud sont supprimées au 1^{er} janvier 2025.

L'arrêté préfectoral n° PREF/DDL/2016/0282 du 1^{er} décembre 2016 portant création de la commune nouvelle de La Jemaye-Ponteyraud, issue de la fusion de la commune de La Jemaye et de la commune de Ponteyraud est modifié en conséquence.

Article 2 : La suppression des communes déléguées met fin aux fonctions de maire délégué des communes déléguées de La Jemaye et de Ponteyraud.

Les mairies annexes de La Jemaye et de Ponteyraud sont supprimées.

A compter du 1^{er} janvier 2025, les actes de l'état civil relatifs aux événements survenus dans les limites territoriales des deux communes déléguées supprimées sont établis par l'officier en charge de l'état civil de la commune de La Jemaye-Ponteyraud.

Une antenne annexe de la mairie est créée sur le territoire de l'ancienne commune de Ponteyraud afin que des services municipaux de proximité puissent être mis à disposition des habitants.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des finances publiques de la Dordogne, le maire de la commune de La Jemaye-Ponteyraud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État en Dordogne.

Fait à Périgueux, le **19 DEC. 2024**

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la préfète de la Dordogne-DCL-Cité administrative- CS 39 000- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;

- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, Place Beauvau - 75800 PARIS ;

- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet - CS 21490 - 33063 BORDEAUX CEDEX

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Nicolas DUEAUD